Résolution présentée par la délégation de la

Hongrie

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Nos Valeurs, Nos Principes, Notre Avenir

L'Assemblée Générale,

Effarée par l'arrivée massive d'étrangers, depuis 2010, une hausse significative d'immigration de 46% sur nos terres, qui bouleverse l'ordre sociale de la Hongrie,

Rassurée d'apprendre que, d'après les Nations Unies, 67 pays dans le monde punissent l'homosexualité dont 10 pays conduisent même à la peine de mort, ceci d'après la déclaration universelle des droits de l'homme article 16: la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État,

Affligée par les meurtres d'enfants de l'âge féodale qui sont réalisé en ce moment même dans le monde, où d'après un rapport de l'OMS, 71 millions d'avortements ont lieu chaque année, alors qu' en Hongrie, il s'élèveraient à 23'900 en 2020,

Félicitant notre régime parlementaire, ayant dans la Constitution, adoptée le christianisme comme "ciment historique de la nation",

Apaisée par le durcissement de la loi religieuse qui supporte une subvention pour les 14 groupes religieux choisie par l'état , ceci nous amène certainement à une fermeture des lieu de cultes islamique en Hongrie,

Inquiète par le taux de divorce Hongrois faisant parti des plus hauts taux mondiaux, nous estimons que les hommes et les femmes doivent s'engager pour la vie et divorcer uniquement pour des raisons qui porte atteinte à la personne,

Décide

- de supprimer le droit à l'avortement, nonobstant la question pourrait être discutée lors de cas spécifique, ce qui nous permettra de créer une institution gérée internationalement afin de traiter, au cas par cas, la situation de chaque femmes.

- interdire les innovation technologique, législatif et médical (OMS) concernant le foyer et l'identité en vu de la communauté LGBTQIA+.

- réglementer avec fermeté les religions qui peuvent être pratiquées en demandant de l'aide au Vatican , ainsi que le droit au divorce et réguler strictement l'immigration avec l'IOM et l'HCR.

Le texte français fait foi